

COMMUNE DE CHAUDEYRAC DÉPARTEMENT DE LA LOZÈRE

PREFECTURE DE MENDE Date de réception de l'AR: 16/08/2023 048-214800450-20230816-AR_2023_25-AR

AR 2023 25

Arrêté portant autorisation vide grenier

Le Maire de Chaudeyrac,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L 2212-1 et suivants,

Vu la demande en date du 27/07/2023, par laquelle l'Association "Lígue contre le cancer - Comité Lozère" sollicite l'autorisation d'occuper le domaine public communal en vue d'organiser un vide grenier sur le parking le long de la RN88,

ARRETE

Article 1 : L'Association "Ligue contre le cancer - Comité Lozère" est autorisé à occuper le parking le long de la RN88 (de l'hôtel de France à la sortie Est de Chaudeyrac), en vue d'y organiser un vide grenier.

Article 2 : La présente autorisation est accordée à titre précaire et révocable pour la journée du Dimanche 27 Août 2023.

<u>Article 3</u>: Le demandeur veillera à conserver le domaine public en parfait état de propreté pendant toutes les périodes d'occupation. En cas de détérioration et dégradation ou de salissures constatées, la commune fera procèder aux travaux de remise en état aux frais exclusifs du permissionnaire.

Article 4: Le demandeur devra laisser un passage d'un mètre vingt minimum devant permettre la circulation des poussettes-landaus, fauteuils roulants et autres sur le domaine public réservé à ces fins.

Article 5: Le demandeur devra se conformer à toutes les obligations légales applicables en la matière:

Il est rappelé que l'organisateur doit en outre tenir un registre des vendeurs permettant l'identification de tous ceux qui offrent des objets à la vente ou à l'échange.

Ce registre doit comporter:

- lorsque celui qui offre à la vente ou à l'échange des objets mobiliers usagés ou acquis de personnes autres que celles qui les fabriquent ou en font le commerce est une personne physique : ses nom, prénoms, qualité, domicile, la nature, le numéro et la date de délivrance de la pièce d'identité avec indication de l'autorité qui l'a établie ;
- lorsqu'il s'agit d'une personne morale : les nom, raison sociale et siège de celle-ci, ainsi que les nom, prénoms, qualité et domicile de son représentant à la manifestation, avec les références de la pièce d'identité produite.

De plus, le registre doit être coté et paraphé par le commissaire de police ou, à défaut, par le maire de la commune du lieu de la manifestation.

Il doit être tenu pendant toute la durée de la manifestation à la disposition des services fiscaux, des douanes, et des services de la concurrence, consommation et répression des fraudes.

<u>Article 6</u>: Monsieur le Maire, Madame le commandant de la brigade de gendarmerie, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Le 16/08/2023

Mr ROMIEU Serge, Maire de Chaudevrac

La prèsente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux et ou d'un recours contentieux formé par les personnes pour lesquelles l'acte fait grief, dans les deux mois à partir de la notification de cette décision. Le Recours doit être introduit auprès du l'ribunal Administratif de Nimes dans un délai de deux mois à compter de sa publication, en vertu de l'article R 421-5 du Code de la justice administrative. Le tribunal Administratif peut-être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet houvetelerecours.fr.